



ECOLE DON BOSCO S.A.R.L.

Précolaire Ste Famille ♦Ecole-Collège Don Bosco

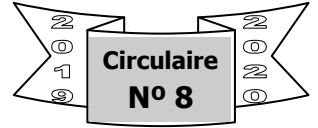
♦ Ste Famille: Place El Maghreb El Arabi – Tél-05 37 37 99 04

♦ Don Bosco: 19, rue Mohamed Abdouh-Tél-05 37 37 99 56

14000 – KENITRA

Email :stefamille@ecam-maroc.org ♦donbosco@ecam-maroc.org

Site : www.donbosco-kenitra.org



NOTRE SITUATION A CAUSE DE LA PANDEMIE

Kenitra 23/05/2020

Chers parents,

Ce message vous arrivera au moment de la célébration festive de l'AID. Je renouvelle mes félicitations sincères à chacun de vous et à votre famille, malgré les empêchements de rencontres. Vous aurez lu déjà mes salutations dans la page web, ainsi que le message chrétien à vous tous.

Je vous écris ce message en vous invitant à une réflexion approfondie de cette période très difficile pour tous. Depuis le début des inscriptions, les parents viennent me parler et raconter des réalités touchantes. Quelqu'un de mes proches saura témoin que je suis resté surpris, ému de certaines réalités et du comportement admirable des autres. Ma lettre est une invitation à voir d'autres horizons que les vôtres, face à certains commentaires et pressions de groupe.

1-LA DECISION DU GOUVERNEMENT :

L'ECAM (Enseignement Catholique au Maroc) **n'est pas responsable** de la situation actuelle et des décisions qui ont été prises par le gouvernement pour faire face à cette situation difficile due à cette pandémie. Pour les Ecoles, la situation s'est aggravée avec la dernière décision du MEN de maintenir les écoles fermées jusqu'à septembre, en même temps l'obligation pour les professeurs d'assurer la continuité pédagogique jusqu'à la fin de l'année scolaire.

La décision du gouvernement comporte, comme conséquence, **le paiement du salaire intégral de tout le personnel de « Don Bosco »** (*Ste Famille-Ecole-Collège-JUKSPEL-JUK-CFF*), enseignants, administratifs et agents de service (un total d'une centaine de salariés). Tous ces salariés de Don Bosco ont un contrat et sont déclarés à la CNNS ; aussi, toutes les autres charges soit des personnes, soit des bâtiments et installations doivent être payées.

Il faudrait aussi considérer le fait que nous sommes **un établissement à but non lucratif** et que **nous ne recevons aucune subvention** de qui que ce soit. Par ailleurs les établissements d'éducation ne rentrent pas dans la catégorie des **entreprises habilitées à recevoir des aides de l'état** « *accordées aux salariés du secteur formel en arrêt provisoire de travail* ». Notre seule source de produits est la contribution des parents par le biais du paiement des frais de scolarité et d'inscriptions. Comment faire dans ce cas si cette source est tarie ?

2-UN GROUPE SUR WHATSAPP

2.1-Un groupe important de parents partage des informations diverses, initié pour faire des commentaires sur l'éducation à distance. Le groupe est vite devenu un groupe de

réclamation et de **protestation** contre les paiements à l'Ecole, et la méthodologie indiquée par le Secrétaire Général de l'ECAM, P. Marc, dans la lettre d'avril (*vous la trouvez sur la plateforme ENN et dans les pages web de nos Ecoles, avec entête et cachet de l'Ecole*), exprimée personnellement dans les indications pour la réinscription : « **Si par contre votre situation économique a sensiblement changé en cette période à cause des circonstances actuelles, vous devez parler avec le Directeur pour envisager la situation la meilleure pour solutionner le problème** ». Les indications du **P. Marc et les miennes** concordent et expriment à la perfection les interventions du **Ministre de l'Education Nationale** en TV.

2.2-Pour les personnes qui sont dans le groupe, elles doivent réfléchir pour savoir ce qu'il y a derrière et comment le groupe est **manipulé** et par qui et pour qui. En tant que responsable d'établissement l'idéologie de ce groupe me préoccupe, manifestée dans 3-4 messages de propositions. Pour les personnes qui ont quelques notions très basiques en philosophie et psychologie ne douteront pas une minute pour en déduire le sens et la portée. Je vous cite certaines expressions, les plus significatives : (*Les « » =phrase littérale, ou soulignements sont à moi*)

◆« *Si c'est possible, je propose à la commission qui va discuter avec le directeur de ne pas lui parler au début du pourcentage sur lequel nous nous sommes mis d'accord mais par contre qu'elle discute avec lui de la nature du contrat qui lie l'établissement avec les familles d'élèves*»

◆« *Nous nous sommes réunis aujourd'hui à 13h15 avec la présence de 15 parents. Nous avons discuté de plusieurs sujets »....*

◆« *Les « contestataires » sont en train de rassembler certains parents avec eux pour les inciter à se joindre à ce mouvement protestataire. Ils préparent une liste et veulent désigner une commission restreinte en vue de rencontrer le directeur le plus tôt possible »*

◆« *D'après la réponse de la direction (je crois que le WhatsApp fait référence aux indications pour les inscriptions), nous avons remarqué que le directeur veut pratiquer le dicton : **diviser pour régner** »*

◆« *Il faut faire attention là-dessus. Le **dernier mot devrait revenir à nous**. C'est **l'avenir de nos enfants qui est en jeu** »*

Il y a d'autres échanges offensifs et offensants envers les professeurs et la direction mais que je ne me permets pas de citer ici. Ces personnes ont vite rectifié en envoyant des audios d'excuses. On ne peut pas faire une chose pareille ! Parler de cette façon dans les réseaux sociaux en portant atteinte à l'image de l'école et à son corps professoral est un acte inadmissible !

3-MA RENCONTRE AVEC LE GROUPE :

Les personnes désignées par ce groupe sont venues sans demander entretien. Elles sont entrées dans mon bureau sans respecter les autres parents qui attendaient pour me rencontrer ni les gestes barrières imposés par les autorités. Ils m'ont donné un document, dont je connaissais déjà le contenu. J'ai lu le document 2-3 heures après la rencontre. Je vous apporte les points et ma réponse.

■Moi j'ai choisi le critère de l'ECAM pour agir (*Ci-dessus, n° 2.1*) Ce sont aussi les mêmes critères indiqués par le Ministre marocain sur lesquels il a insistés dans ses interventions télévisées. J'ai parlé personnellement avec un grand nombre de papas-mamans dans mon bureau. Rencontres personnelles, pleines de respect mutuel, et parfois d'admiration (*pas pour diviser et régner*). Tous m'ont dit **un grand merci**. Traiter « personnellement » les cas est un critère de **délicatesse** et de **justice**. Il y a des parents qui sont dans le besoin, et je

ne peux pas les traiter comme ceux qui n'ont pas subi grand-chose pendant cette crise. L'écoute des parents et les décisions reviennent à moi, non aux parents.

■Celui qui portait le document, m'a demandé de signer en guise d'accusé de réception ! J'ai refusé parce que le groupe n'est ni une *Entité juridique, ni administrative, ni relevant d'une autorité quelconque...*, Il ne représente pas les « **parents délégués** » avec qui l'Ecole communique. C'est un groupe important de parents, mais n'a pas l'autorité qu'il se donne.

■Ils m'ont parlé sur le contenu : *Des remises, exonération du trimestre, de reporter les inscriptions...*

Les revenus de l'Ecole-proviennent uniquement des **mensualités des parents**. Etant une Ecole à but non lucratif, les revenus annuels **sont justes** pour payer chaque année les charges et les autres dépenses. Certains papas comptables et de formation économique comprennent bien que les dépenses cette année seront **presque les mêmes** et les **entrées diminueront**. (*Sans compter les remises faites pour l'année scolaire et maintenant*) Penser autrement, montre qu'ils ne connaissent pas parfaitement la situation.

■Il est **totallement impossible de généraliser à l'ensemble des parents une telle réduction pour ce 3ème trimestre** car, sinon, l'Ecole serait incapable de payer le personnel pour les mois de juillet et d'août, voire même de juin. L'Ecole n'aurait donc pas d'autres solutions que de se déclarer en faillite et de **licencier son personnel**. Est-ce que je ne pratique pas la solidarité et la justice à travers le droit d'accorder le salaire aux éducateurs ? Il serait absolument illégal de diminuer les salaires de façon arbitraire de ma part.

■Ils m'ont répété et exprimé **plusieurs fois « leur amour et leur soutien à l'Ecole »**, proclamé souvent aussi dans le document donné. Vraies ou flatteuses ces affirmations ? Mais en quoi consiste un amour qui veut bloquer le seul moyen de subsistance, de payer les éducateurs et l'avenir de leurs enfants dans cette Ecole. Est-ce qu'un seul parent est capable de me donner un exemple que « Je suis en train de faire du business » ?, que ce que je fais est « Hchouma » ?, « honte à lui », « que je dois rendre compte à Dieu dans le jugement bientôt parce que je suis vieux? »... (*Je pourrais continuer des « fioritures » lues sur WhatsApp ou dans quelques lettres anonymes reçues*).

■La façon de faire de la pression en demandant **des solutions impossibles**, c'est la façon de **nier l'amour proclamé à l'Ecole** et la recherche de l'avenir de ses enfants. C'est moi qui ai honte d'écouter ces expressions. Tout cela a fait du mal à l'Ecole. Les mensualités de l'Ecole sont les mêmes depuis 4 ans sans variations, et l'Ecole n'a pas d'argent en réserve comme certains m'ont dit. **Cette pression veut l'impossible coûte que coûte**. Sur WhatsApp, la veille de la rencontre, le jeudi 21 j'ai lu « *Nous sommes déterminés d'aller jusqu'au bout, et à la lumière de sa réponse, d'ici une semaine, on verra quelles seraient les actions que nous allons entreprendre* » (*Vous pouvez relire le n°2.2*). Les personnes avisées peuvent connaître l'idéologie.

■Les « **Fake-news** » : C'est évident que tout cela, il faut le faire monter avec des mensonges ou des vérités à moitié, comme par exemple :

•*Que d'autres Ecoles ont fait de grandes réductions*. J'ai demandé de me citer quelques-unes, et je n'ai pas reçu de réponses. Quelques grandes Ecoles à Kenitra l'ont fait ? Il faut

s'informer avant de dire quoi que ce soit. Je connais certaines petites écoles qui ont fermé sans déclarer en arrêt et sans payer le personnel.

• *Que le P. Marc est au Liban !*

• *Que les Ecoles de l'Ecarn de Meknès et Jeanne d'Arc de Rabat ont fait réduction...*

• *Que les professeurs ne travaillent pas et ne font rien.* Je crois que cette affirmation simple est assez fautive et indigne. Il y a **beaucoup de parents très contents**. Pour quoi il y a des parents qui pensent le contraire ? C'est évident que dans l'avenir les professeurs peuvent améliorer leur travail, parce que tout le monde est en train d'apprendre, mais le grand effort réalisé mérite la reconnaissance des personnes honnêtes !

L'Ecole connaît certains parents qui ont l'habitude de protester contre les professeurs, qui ne se sont pas préoccupés de ce que les éducateurs ont fait, qui ne se sont connectés à la Plate-forme ENN que dernièrement ; mais s'investissent à tout dénigré sur leur passage pour se défaire de leurs engagements. Nous aurons le temps de mettre de la lumière sur cela avec chaque parent.

L'idéologie du groupe « **n'est pas pour écouter** », mais **pour obtenir à tout prix une chose impossible**. Comme preuve, la comptable leur a répondu favorablement à la question *si quelque fois manquait de l'argent pour payer les salaires*. Ils ont reçu une bonne réponse, mais cela ne les intéressait pas. Si certaines fois j'ai rappelé aux parents dans une circulaire le besoin de réaliser le règlement scolaire, l'objectif était de réussir à payer les charges de chaque mois.

4-QUEL TRAVAIL POUR LES PARENTS ?

Les parents délégués comme groupe ne se sont pas mélangés, parce que je crois qu'ils connaissent un peu plus la réalité.

■ Le travail « **positif et créatif** » d'un groupe de parents, dans un cas semblable à l'actuel, devrait les amener à créer des initiatives de soutien : par ex., demandes à l'Etat pour l'Ecole en difficulté, pour le bien des éducateurs de vos enfants... Les aides sociales convenables correspondent à chaque Etat de les accorder et les parents soucieux du bien de « *leur Ecole* » doivent y travailler.

■ La rémunération des dépenses extra réalisées, ou les crédits de famille, ne sont pas à demander à l'Ecole comme si elle serait une maison de à monnaie.

■ Je n'ai pas parlé d'autres besoins de Don Bosco, mais les citer vers la fin de cette lettre me semble obligatoire pour vous les rappeler : Nous avons 14 jeunes migrants dans 2 appartements proches de « la Belle vie », sous notre charge et responsabilité. Nous avons 2 Ecoles professionnelles, JUK-SPEL et CFF, garçons et filles, de milieux très populaires, en déficit économique déjà. Certains « **protestataires** » ont des salaires très solides en famille, est-ce que le mot « **solidarité** » ne leur dit rien pour venir en aide à ces besoins de l'Ecole ou pour assumer temporairement certaines remises faites aux familles très pauvres ?

5-CONCLUSIONS

Cette nuit du jeudi 21, un autre parent écrit sur WhatsApp : « *Tous pour une Ecole privée citoyenne responsable !* » Est-ce que vous reconnaissez l'idéologie derrière une telle « proclamation » ?

Chers parents de bonne volonté :

- ◆ Certains ont oublié que **notre Ecole n'est pas une Ecole privée** et doivent se le rappeler.
- ◆ Bénéficiaire de **l'éducation de Don Bosco et à Don Bosco**, dans des **structures et installations** comme les nôtres, avec le **staff et le matériel pédagogique** dont nous disposons, avec les différentes activités scolaires et parascolaires que nous proposons... Permettez-moi de m'adresser directement à ce groupe en disant : la remise que vous cherchez, vous l'avez, en fait, eue depuis que vos enfants ont été admis à l'Ecole, car aucune école sur Kénitra n'a même le 1/10^{ème} de nos atouts, mais qui exigent des frais scolaires beaucoup plus chers.
- ◆ D'autres ont oublié les bonnes formes et la vérité.

Conclusions :

- ◆ **1-La porte est ouverte pour ceux qui respectent les valeurs de l'Ecole**, que tous connaissent très bien. Il y a un **projet éducatif** de l'ECAM, et les parents qui demandent cette Ecole pour leurs enfants doivent collaborer, pas le contraire. Ne mettez pas en risque l'avenir de l'Ecole que vous-mêmes déclarez aimer, et l'avenir de vos enfants. Je vous demande de réfléchir sur ce qui vous convient à vous et à vos enfants.
- ◆ **2-Je me suis exprimé clairement**, ainsi que le Secrétaire Général de l'ECAM, duquel j'ai cité certaines phrases, et je **n'ai pas besoin de m'exprimer plus ni en public ni en privé**. Si vous acceptez les promesses de ce groupe, cela signifie que vous acceptez aussi les conséquences.
- ◆ **3-Si d'autres ne sont pas d'accord**, ils terminent leurs obligations avec notre Ecole et cherchent une autre Ecole qui puisse leur offrir une éducation plus **économique et meilleure**. C'est leur droit, mais je proclame aussi le mien !

Je vous remercie de cette lecture prolongée. Déplacer la « **place publique** » sur les **réseaux sociaux**, n'est pas la meilleure invention de notre siècle ni la façon **de s'exprimer en liberté**.

Je renouvelle mes félicitations pour la fête de l'AID.

Mes amitiés.

P.José Antonio VEGA DIEZ

